NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

La Vie des Travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Lundi 10 Février 2014

L'extrême violence de la politique économique du gouvernement contre les classes populaires sème la confusion politique et alimente l'extrême droite dans la rue

Un gouvernement qui écrase les pauvres

Après les offensives sur les retraites en 2010 qui les ont réduites à quasi rien pour bien des jeunes, après les accords compétitivité de l'ANI en 2013 qui détruisent le code du travail, baissent les salaires, accroissent la flexibilité, le gouvernement accélère encore ses attaques contre les salariés. Le pacte de responsabilité gouvernemental de 2014 supprime les cotisations allocations familiales des patrons - 30 milliards d'euros – menaçant l'existence de ces allocations. Et il prévoit de financer ce manque à gagner par une réduction des dépenses publiques de 50 milliards, par de nouvelles attaques contre les services publics, l'école, les allocations chômage, la retraite, les hôpitaux, la santé, les protections maladie, la hausse de la TVA...

Le gouvernement a commencé à dire qu'il envisageait le blocage total des salaires de la fonction publique et a désigné les soi disant fraudes à la Sécu des salariés bien que celles-ci n'en représentent que 5% alors que les patrons en sont responsables à 95%.

Un gouvernement à plat ventre devant les riches

Les patrons n'ont jamais été autant à la fête ; 20 milliards en 2013 avec le crédit impôt compétitivité, 30 milliards en 2014. Champagne ! Ils peuvent étaler sans vergogne leurs richesses, yachts, voitures de luxe ou tableaux de maîtres sur fond de misère généralisée. Les 10% des plus riches détiennent 48% du patrimoine alors que les 50% des moins riches n'en possèdent seulement que 7%. En licenciant en masse, le montant des dividendes aux actionnaires a été multiplié par 20 en trente ans. Et ils en demandent encore plus.

Des classes populaires dégoutées

Les raisons d'une explosion de la colère populaire sont nombreuses. Mais les classes populaires sont dégoutées et paralysées par le fait que ce sont le PS et Verts pour qui ils ont voté qui mènent ces attaques avec le soutien, même s'il est critique, du Front de Gauche, qui participe aux listes municipales du PS dans la moitié des villes de France et celui des directions syndicales qui ont choisi la voie du « dialogue social » aux côtés du gouvernement au lieu de réellement chercher à mobiliser les travailleurs et pas seulement de faire semblant.

L'extrême droite contre les libertés

Du coup, les abrutis en tous genres se sont retrouvés dans la rue en se présentant comme les seuls opposants à François Hollande ; racistes, antisémites, sexistes, homophobes, anti-IVG, groupes fascisants, fans de Dieudonné et Le Pen, obscurantistes, catholiques intégristes réclament la démission de Hollande et prétendent défendre la famille alors qu'ils se fichent totalement de la baisse du niveau de vie des familles ouvrières. Ils sont d'accord avec les attaques anti-ouvrières du gouvernement mais veulent aller encore plus loin par la suppression des libertés pour les pauvres. Pour cela, ils tentent de diviser les travailleurs entre eux en opposant une communauté à une autre et désignent des boucs émissaires pour ne pas s'attaquer aux capitalistes. Mais la vraie opposition à la politique de Hollande c'est contre les licenciements, l'austérité, le blocage des salaires, les milliards accordés aux patrons.

Un mouvement social qui cherche son unification

Les politiques d'austérité et les attaques contre les libertés sont liées. Le gouvernement espagnol qui veut supprimer le droit à l'avortement impose en même temps une austérité féroce à la population. Les «défenseurs de la famille» en France ont les mêmes buts. Alors, quand à Madrid, des dizaines de milliers de femmes et d'hommes se sont rassemblés pour refuser cette attaque et qu'en France 40 000 personnes ont fait de même, ils se battent aussi contre le démantèlement des hôpitaux, la fermeture des centres d'IVG, les baisses de subventions au Planning Familial, les attaques contre l'éducation égale pour les hommes et les femmes.

Ces combats comme celui des professeurs pour des créations de postes, les luttes dans les entreprises contre les licenciements et pour des augmentations de salaires, ont en commun qu'ils sont tous contre la casse sociale et le retour de tous les obscurantismes. Mais ils sont dispersés. Comme l'ont montré les bretons, ce mouvement unifié ne saurait tarder à éclater. Reste à le préparer pour gagner.

Imprimé par nos soins - ne pas jeter sur la voie publique

Peugeot Mulhouse

Ils nous prennent pour qui ?

Mercredi dernier au Montage la direction a organisé un overtime d'une heure pour les lignes HC, CV, HAM du secteur 2008. Surprise à 20H30 dans les vestiaires : la majorité d'entre nous était là, pas prêts à accepter de travailler une heure de plus pour des clopinettes qui n'auraient même pas payé l'essence de ce rallongement d'horaire !

En quête de haut vol

Sous prétexte de vol, la direction va faire installer des caméras dans pluseiurs magasins du site avec comme conséquence qu'on va se sentir ecore plus fliqués qu'avant. Pour lutter efficacement contre le vol, il faudrait commencer par aller voir de plus près dans certains coffre-forts en Suisse, dans certaines salles de bain ou certaines villas du Vézinet !

Petit Porteur

Après avoir signé le nouveau contrat social et donc le blocage des salaires pour plusieurs années, le syndicat FO revendique maintenant 20 actions PSA par salarié. En devenant actionnaire nous-même on va enfin pouvoir se faire entendre sur le grand échiquier mondial de la spéculation et de la finance, mais pas sûr qu'on puisse remplir notre caddie au Lidl avec de la monnaie de singe.

Postes supprimés, tous attaqués

En HC1 du syst1 Montage les TEP ont fait des essais pour supprimer un poste au décrochage porte. Devant le flop ils ont dû y renoncer, mais ils s'attaquent maintenant au poste faisceaux habitacle. En HC2 c'est un poste de préparation pavillon qui serait dans la ligne de mire. Il est temps qu'on mette un frein à ces suppressions d'emplois permanentes si on ne veut pas tous finir morts d'épuisement.

A prendre ou à laisser

Au Montage, certains chefs ont de drôles de façons de faire avec les intérimaires : "Tu tiens le poste ou tu me signes ta lettre de démission !" C'est pour économiser les IFM qu'ils font ces pressions inacceptables ?

Bras d'honneur à PSA

En HC1 Montage syst2 TA vendredi dernier, quand le RU a annoncé à l'intérimaire que son contrat n'était pas renouvelé, l'intérimaire a vu rouge. Il a posé les outils et est rentré chez lui, laissant le RU en plan à 9H du matin.

Suppression de postes annoncée

Lors du Q1HC2 Montage Syst1, le RU a annoncé qu'il y aurait encore 13 postes supprimés. Cela a choqué tout le monde à la réunion. Comment c'est possible, de la manière dont on court déjà maintenant ?

Et au système 2 ?

A peine les 50 voitures atteintes avec des conditions de travail infernales, le bruit court que la direction a l'objectif de supprimer des postes. Pourtant la plupart des postes sont chargés à mort, y compris pour les salariés à capacité restreinte à qui aucune opération n'a été enlevée. Comme au poste pavillon où le monietur aide toute la journée. Le seul moyen d'arrêter le massacre, c'est la grève.

Non aux 3 semaines de congés

Trois semaines de congés cet été, ça ne passe pas. On est nombreux à avoir la famille loin de France et en 3 semaines ce n'est pas possible de rentrer au pays. Même si on demande un congé sans solde on sera beaucoup à le demander et presque tous seront refusés. Non au diktat insupportable sur nos congés.

Beaucoup de bruit pour rien

On en a bouffé de la poussière avant la visite de Tavares. Il est passé en coup de vent et la poussière est retombée.

Transport de patates ?

Mercredi 29/1 on attendait le bus de 13H pour rentrer chez nous. Voilà une voiture pleine de cadres qui se gare. Ils sortent, ouvrent le coffre... et encore un, tout chiffoné, qui sort du coffre ! Voilà où ça mène, la réduction des coûts !

Une heure qui en vaut quatre

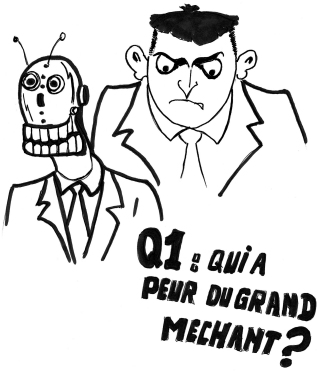
Au Ferrage secteur 2008 des ouvriers viennent travailler une heure avant l'horaire normal le matin à 4H. Cette heure-là, au milieu de la nuit, elle vaut bien 400%.

Montre l'exemple d'abord

Ca fait un moment que des salariés fument à la pause dehors près de la cuve à huile de boîte à vitesses. Jeudi 31/01 à la 2ème pause de matin, arrive le nouveau shérif en 2008 : "Vous avez pas à fumer là !" "Et toi, t'as mis ta ceinture ?" La loi, c'est la loi.

Ca fait pas lourd

Le 18 février les inscriptions vont commencer pour les congés séniors. Avant le patron proposait 6 mois au travail et 6 mois à la maison. Maintenant c'est 36 mois à la maison.C'est mieux. Mais ce qui coince, c'est le salaire ; 1400 euros net par mois jusqu'à la retraite.



Robocop et Moi Moche et Méchant

Au Montage jeudi après-midi dernier lors de l'arrêt managé Q1 on a eu droit à un film montrant le discours du directeur sur le départ, sourire forcé, suivi du discours de son successeur. A l'heure de la sieste, les films d'épouvante devraient être interdits.

Alerte sur la région !

A Poissy, la direction annonce 684 suppressions de postes pour la fermeture d'une seule des deux équipes, c'est-à-dire 1 400 suppressions de postes pour les deux équipes. Vu les tailles respectives des usines, on peut s'attendre à 1 500 à 2 500 suppressions de postes à Mulhouse qui devraient être annoncées en mars, sans compter les sous-traitants pour lesquels on peut craindre autant sinon plus de suppressions de postes et licenciements.

Il y a aussi des suppressions de postes annoncées à PSA SevelNord et encore d'autres à PSA Rennes ou PSA Française de Mécanique.

Personne ne doit croire la direction et colporter ce qu'elle dit quand elle affirme qu'il n'y aura pas de licenciements.

C'est à Poissy que devaient être reclassés bon nombre d'ouvriers d'Aulnay qui... attendent toujours. La direction a dit aussi là-bas qu'il n'y aurait pas de licenciements mais a déjà annoncé 400 licenciements d'intérimaires. Par ailleurs des moniteurs et CI ont été mis en chaine pour les pousser à démissionner. De plus les licenciements sur les malades s'intensifient, les sanctions pour un oui ou un non se multiplient avec le même objectif. Et au bout du compte le patron ne pourra pas reclasser tout le monde.

C'est la même chose à l'usine de Mulhouse. Et c'est pareil chez bien des sous-traitants. L'an passé, les 1 400 suppressions de postes à PSA Rennes se sont traduites par au moins la fermeture de deux usines sous-traitantes. A THK Ensisheim, l'atelier des

rotules qui travaille entre autres pour Peugeot va fermer et on ne sait pas où vont aller les ouvriers et des licenciements d'intérimaires ont commencé. A Johnson Controls à Mülheim, les licenciements ont commencé et il est même question de fermeture de l'usine. Et comment penser que ça n'aura pas de conséquences sur les différents sites Faurecia comme sur les 135 autres sous-traitants de Peugeot dans le Haut-Rhin pour ne parler que de ce département. En rajoutant les emplois induits dans les services, le commerce, les transports, les services publics et les familles on estime que 45 000 personnes environ dans la région dépendent de l'activité de PSA Mulhouse.

2 000 à 2 500 suppressions de postes sur le site auraient des conséquences catastrophiques. Mais en même temps, l'ampleur du nombre de gens touchés par le désastre peut nous permettre de faire comme les bretons si nous en avons la volonté.

Des salariés de Poissy ont débrayé ou se sont réunis sur les temps de pause pour s'informer et s'opposer aux suppressions de postes et licenciements que va entraîner le monoflux comme au fractionnement des congés. C'est le moment de nous faire entendre nous aussi, PSA Mulhouse, sous-traitants ou familles.

Des militants CGT de PSA Mulhouse ont commencé en distribuant des tracts et déployé une banderole le 6 février vers Carrefour pour dénoncer les menaces de suppressions de postes à l'usine avec le passage envisagé en monoflux. Ça a été vu et bien apprécié par ceux qui passaient par là, contents du fait que des salariés de Peugeot dont tout le monde sait le poids dans la région, informent et dénoncent ces menaces de suppressions de postes qui non seulement vont les toucher eux-mêmes, mais aussi de nombreux salariés de la sous-traitance comme leurs familles.

Poste, BASF, PSA... suppressions de postes, licenciements

Le rassemblement de la journée d'action CGT du 6 février a eu lieu devant le centre de tri postal à Dornach. Là, des postiers ont expliqué combien leurs conditions de travail se sont dégradées, des heures de travail bien souvent pas payées, de plus en plus de kilomètres à faire à vélo chaque jour pour les postiers... Et puis il y avait aussi ceux de BASF de Huningue où le patron veut licencier... L'explosif s'accumule pour des vents bretons en Alsace.

PSA Poissy

1 400 suppressions de postes pour le monoflux

Pour faire produire sur une seule ligne, le monoflux, la direction a annoncé la fin de la production de la 208 le 21 mars (en réalité le 14 du fait d'une semaine de chômage) pour une des deux équipes, soit 684 postes supprimés. Pour ça, elle va licencier 400 intérimaires et elle escompte environ 100 départs volontaires ou d'anciens. Reste à recaser 180 CDI voire plus. Pour en décourager un certain nombre, elle envoie moniteurs et CI sur les chaines, ce qu'elle fait aussi à PSA Sevel Nord.

Avec l'arrêt de la deuxième équipe prévue en 2015, ça fera à nouveau près de 700 suppressions de postes supplémentaires soit au total près de 1400. Mais comme il n'y aura plus autant d'intérimaires, guère plus d'anciens ou de volontaires et qu'elle ne pourra pas recaser tout le monde, ça va être tous les moyens pour en dégoûter le maximum, la multiplication des licenciements de malades, des sanctions pour retard, et ça a déjà commencé...

Sauf si nous, on décide de la dégoûter elle.

Débrayages contre les suppressions de postes : pourquoi pas à Mulhouse

130 ouvriers ont débrayé et ont pris le temps de pause pour discuter, s'informer et s'opposer aux suppressions de postes que tout le monde va subir d'une manière ou d'une autre. A Mulhouse, nous savons que ça va être bientôt notre tour, profitons du mouvement des ouvriers de Poissy pour nous y mettre aussi. Réunissons-nous, posons des questions, faisons circuler l'information entre sites, n'attendons pas que le ciel nous tombe sur la tête et d'avoir à se battre chacun à son tour, dans son coin, seuls... Unissons nos forces, c'est le moment d'inquiéter le patron : pas un départ sans son remplacement. Embauche des jeunes !

Chômage pas cher et heures sup gratuites

Sur la ligne 208, 7 jours chômés pour une équipe, 11 jours pour l'autre. Par contre pour la ligne C3/DS3 c'est encore des H+ en semaine et des samedis obligatoires en pagaille jusqu'à fin avril. Pour les équipes de jour, quasi tous les samedis sont travaillés et 4 dimanches sont programmés pour l'équipe de nuit. Les uns chôment, les autres se tuent au travail et vice-versa. Un monde capitaliste complètement détraqué qui nous rend fous.

La direction serre la discipline pour licencier sans le dire

Avec les pressions pour licencier un maximum sans le dire, non seulement la direction vire les malades et sanctionne pour un oui ou un non, même des retards anodins, mais elle resserre tous les boulons. Ainsi ceux qui en préparation avaient l'habitude de partir un peu avant l'heure une fois leur travail fini, doivent maintenant attendre l'heure officielle. Le doigt sur la couture du pantalon ?

Fractionnement des congés : ça passe pas !

Dans la nuit de jeudi à vendredi une cinquantaine de salariés ont débrayé, suivis de 200 autres vendredi matin pour dénoncer le fait que la direction veut imposer 3 semaines et 3 jours de congés au lieu des 4 semaines consécutives.

Ce qui a permis ce fractionnement à la direction, c'est le vote de FO et de la CGC. On se demande pourquoi il y en a qui continuent à cotiser pour des syndicats qui leur tirent dans le dos.

PSA Trémery

Carlos coûte

Comme Carlos Tavares, l'homme dont la devise est «Cash is king» (l'argent est roi) devait venir à Trémery la semaine dernière, les petits plats ont été mis dans les grands et ça a été le ménage de printemps. Combien d'euros dépensés en pure perte pour ce roi des économies... ?

Diviser pour régner

L'assemblage du futur moteur diesel serait prévu non pas à Trémery mais sur le site PSA de la Française de Mécanique à Douvrin. Évidemment ça mine le moral de beaucoup. Mais à la Française de Mécanique, ils suppriment des emplois... Ils nous racontent ce qu'ils veulent. La devise «diviser pour régner» complète «l'argent est roi». Coordonnons nos informations, luttons ensemble.

Vers des horaires dingues

Après les négociations sur les congés, vont commencer celles sur les horaires. Là, ça risque de gronder. On peut se douter que la tendance sera certainement la diminution du temps de pause qui va priver les salariés de cantine,diminuer le temps de présence sur le site, donc des payes, en faisant en sorte de payer le moins d'heures de nuit possible et enfin la mise en place d'un espace temps d'une heure environ entre les tournées pour permettre l'application de l'overtime. La direction va vouloir calquer les horaires appliqués sur le module EB (petit moteur essence, 3 cylindres).

PSA Sochaux

Arrêt de travail sur les quais de déchargement

Le 4 février, quinze caristes des quais du montage ont arrêté le travail pour demander un cariste de plus, les charges de travail étant trop lourdes. La direction a aussitôt fait venir des caristes en renfort. Comme quoi rien de tel qu'un petit débrayage pour se faire entendre sur les charges de travail. Les grévistes ont demandé que cette aide ne soit pas temporaire.

PSA Française de Mécanique

Andon ou abandon ?

Pour maintenir la pression sur les salariés et faire accepter les mutations comme les suppressions de postes, la direction a décidé de répertorier le nombre d'appels ANDON. Elle dit que les

opérateurs ne doivent pas hésiter à appeler en cas de difficulté mais que ces appels ne doivent quand même pas dépasser 10 par semaine et par RU. Histoire de rogner sur des postes de moniteurs...

Et maintenant les heures de chômage dans la journée

Après le travail flexible à tous les étages, l'Overtime, les mobilités forcées, les pauses décalées, les JNT (journées en chômage partiel à 70% du salaire),… la direction invente le chômage partiel à l'heure, l'HNT ! Elle veut maintenant nous faire chômer une ou trois heures par jour en réduisant à chaque fois les pauses de 3, 6 ou 9 minutes. Par exemple : travail le matin de 5H30 à 8H00, pause jusque 8h24, puis 2 HNT de 8H30 à 10h30 et en fin de travail de 10H30 à 13H00. Mais plus loin s'il y a de l'Overtime.

PSA Rennes

Après les licenciements d'autres licenciements

Après les 1400 licenciements de 2013 soi-disant pour sauver l'usine, et donc la promesse de la direction que, juré, il n'y aurait plus de suppressions d'emplois, eh bien, les 22 et 23 janvier, la direction a informé les organisations syndicales d'un nouveau plan de suppressions d'emplois baptisé DAEC. Un plan de licenciements peut en cacher un autre, ne croyons jamais les patrons.

Groupe PSA

Le grand guignol c'est en février, à moins que...

Dans l'ANI signé par certains syndicats en 2013, il était prévu une deuxième année consécutive de gel des salaires en 2014 ! Les Négociations Annuelles Obligatoires s'ouvriront quand même en février. Les syndicats signataires de l'accord vont-ils demander 0% ? Il est sûr qu'ils n'auront aucun mal à obtenir satisfaction. Du grand guignol... A moins que les salariés s'invitent.

L'État va donner 800 millions à PSA

Pour rentrer dans le capital de PSA à hauteur de 15%, l'État va donner 800 millions d'euros à la famille Peugeot, après déjà 7 milliards de garantie en 2013, sans aucune contrepartie. Ce ne sera pas pour empêcher des licenciements mais pour aider PSA à construire une sixième entreprise en Chine... Le holding financier de PSA qui a des milliards dans les autoroutes, le nettoyage industriel, la distribution de l'eau, l'électroménager, les cliniques, les maisons de retraite, le luxe, l'immobilier, la finance, etc... ne déboursera pas un centime. C'est nous qui paierons, une fois avec nos impôts, une autre fois avec les suppressions de postes.

Un dirigeant PSA le dit : Peugeot est plein aux as !

« Nous sommes parmi les constructeurs généralistes les plus rentables en Europe avec VW. Les autres perdent davantage d'argent ». C'est ce qu'a dit discrètement un des dirigeants de PSA au journal économique «La Tribune» fin janvier. Soyons sûrs qu'une fois les suppressions de postes réalisées, les attaques sur les salaires, les horaires et les conditions de travail passées, c'est ce que vont claironner les dirigeants de PSA.

Pour travailler chez PSA, il faut 35 ans, 1,70 m et 70 kg, les autres iront se faire voir...

Les postes sont calculés sur la base de temps standards applicables à des hommes de 35 ans en bonne santé, mesurant 1,70 mètre et pesant 70 kg... on comprend alors aisément qu'un malade ou handicapé ne soit pas adapté à ces critères ; même pour ceux trop petits, trop grands, trop forts, pas assez forts, trop âgés... Et comme avec la hausse de la productivité, le nombre de postes légers diminue, la direction dit qu'elle n'a pas de postes et licencie.

Combien va gagner Tavares ?

Le principal objectif de Tavares, il l'a dit, ce sera de faire des profits et pour ça il veut faire 1 milliard d'euros d'économies en 2014, qui s'ajoutera aux 120 millions d'euros du plan Varin. Mais quand il lui a été demandé combien lui il gagnera, il n'a pas répondu. Étonnant, non ?

Faurecia Pulversheim

300 euros de plus en un jour

La direction avait promis une prime d'intéressement de 800 euros. Puis brutalement, vendredi il y a trois semaines, elle a dit que ce serait 500 euros. Le jour même on n'a plus eu envie de travailler. Le travail est devenu tellement lent que la production n'est quasiment pas sortie. Le message est passé, le soir même, la direction remettait les 800 euros.

Faurecia Burnhaupt

Non au licenciement des intérimaires

Beaucoup d'intérimaires voient leur contrat non renouvelé. C'est des postes supprimés, encore plus de boulot pour ceux qui restent et des copains au côté desquels on a travaillé des mois qui partent et qui iront à Pôle Emploi. C'est inadmissible.

THK Ensisheim

Entre-tiens, c'est à toi !

C'est la période des entretiens annuel à THK. Nous, nous attendons cet entretien pour avoir une augmentation alors que les chefs préparent d'avance les reproches pour nous sanctionner. La seule chose qu'ils nous disent : taisez vous, ne demandez rien et travaillez ! Pour le patron, nous ne sommes jamais assez bon pour mériter une augmentation mais les actionnaires empochent le bénéfice gratuitement ! Heureusement que le SMIC augmente de quelques centimes sinon nous aurions oublié pour toujours le mot « Augmentation ». THK, c'est le SMIC à vie !

Rien envie de faire

Avec des salaires de smicards, pas envie de travailler non plus ; drôle d'ambiance à l'usine. Le dégoût, certains parlent de partir, mais pour aller où ? Vers une bonne grève ?

Sur les rotules

Avec les baisses de production prévues à PSA, le secteur des rotules ferme. Où va-t-on aller ? Des postes pires, meilleurs ? De toute façon, ouvrier, c'est toujours la précarité au Smic. Et pourtant sans nous, rien ne tourne.

Fou, fou foot...

Un ancien membre du CE donnait des licences de foot à qui voulait, surtout histoire de gagner des matchs. La Fédération de foot a porté plainte. Résultat, des amendes de 400 euros. Tout le monde ne peut pas s'appeler Bernard Tapie !

Divers

Nouveau suicide à Renault-Cléon et rassemblement des salariés

Un salarié de Renault Cléon s'est suicidé en se pendant dans l'usine. Il avait 43 ans, 19 ans chez Renault, était marié et père de trois enfants. Son récent passage de nuit en jour lui avait fait perdre du salaire. Il venait d'apprendre la veille qu'il ne retournerait pas de nuit comme prévu. Un autre salarié s'était suicidé il y a 9 mois, laissant une lettre dénonçant les effets de l'accord compétitivité. Les salariés de Cléon se sont rassemblés à plus de 400 pour leur camarade et pour dénoncer la responsabilité de la direction.

Les travailleurs frontaliers bloquent l'autoroute

11 000 travailleurs frontaliers ont bloqué l'autoroute vers St Louis pour protester contre les mesures que gouvernement veut prendre dans le cadre de sa lutte contre les «niches» fiscales, les excès et les fraudes à la Sécu pour compenser les 20 milliards l'an passé et les 30 milliards d'exonération aux patrons cette année. Il préfère s'en prendre aux petits plutôt qu'aux paradis fiscaux où les riches français cachent 60 milliards.